



MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Allocution du Président de la République : l'agriculture, un nouvel avenir Mardi 27 octobre 2009 à Poligny

Nicolas Sarkozy, Président de la République, le 27 octobre 2009

« Face à cette crise sans précédent, je vous propose aujourd'hui **un nouvel élan pour notre agriculture française** ».

« La crise que traverse l'ensemble du secteur agricole est **une crise sans précédent**. Elle impacte le **premier secteur industriel de notre pays**, avec un chiffre d'affaire annuel de 163 milliards d'euros loin devant l'industrie automobile. Elle touche **1,6 million d'actifs et 3,6 millions de retraités** ».

1- Ce nouvel élan passe par un plan de financement ambitieux pour notre agriculture

Le Président de la République a annoncé un **plan de soutien massif** pour notre agriculture qui se compose ainsi :

- ⇒ **Un milliard d'euros de prêts de trésorerie, de consolidation ou de restructuration sur 5 ans** accordés par les banques à un taux bonifié aux exploitations en difficulté, ce qui représente environ 20% de l'encours annuel de l'ensemble des agriculteurs français.
- ⇒ **650 millions d'euros d'interventions d'urgence**, qui vont permettre de prendre en charge des intérêts d'emprunts ainsi que des cotisations sociales :
 - Ces prêts bonifiés de 60 millions d'euros bénéficieront d'un différé d'un an. Par ce soutien, le taux d'intérêt réel des prêts de trésorerie et de consolidation sera réduit à 1,5% sur 5 ans et à 1% pour les jeunes agriculteurs.
 - 200 millions d'euros permettront d'alléger les charges d'intérêts d'emprunt de 2009 et 2010 afin d'accompagner les restructurations des exploitations.
 - Les cotisations dues à la Mutualité sociale agricole (MSA) seront prises en charge pour un montant de 50 millions d'euros ainsi que la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) également prise en charge à hauteur de 50 millions d'euros.
 - 170 millions d'euros seront consacrés au remboursement de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et de la Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TIGPN) afin notamment de réduire les charges des producteurs de fruits et légumes.
 - Enfin, 120 millions d'euros permettront de rembourser 75% de la taxe carbone due par les agriculteurs.

Ce **plan exceptionnel** soutiendra en priorité les jeunes agriculteurs ou les récents investisseurs et sera engagé par Bruno Le Maire dans son intégralité avant la fin de cette année.

Aussi, le Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, réunira dès la semaine prochaine, les organisations représentatives concernées par ces mesures.

2- Ce nouvel élan passe par une régulation renouvée de l'agriculture et de l'agro-alimentaire en Europe et dans le monde

« Mon ambition, en tant que Chef de l'Etat, est d'apporter une réponse structurelle à cette crise au niveau européen et mondial ».

« En remettant la France au cœur d'un projet européen, nous nous sommes mis dans les meilleures conditions pour proposer une régulation renouvée dans la PAC de 2013 ».

Cette régulation européenne, Bruno Le Maire l'a déjà engagée avec l'Allemagne, dans le secteur du lait, en rassemblant 21 Etats membres qui ont défendu auprès de la Commission le principe d'une nouvelle régulation. Il nous faut poursuivre sur la voie de la régulation des marchés européens par :

- ⇒ L'affirmation d'une préférence communautaire renouvelée reposant sur :
 - le respect des normes sanitaires et environnementales
 - un soutien justifié par le surcoût des exigences européennes
 - une protection tarifaire pour les produits sensibles
 - la protection des indications géographiques
- ⇒ La création de véritables outils de gestion des marchés pour permettre aux agriculteurs de vivre à nouveau du fruit de leur travail. Cela suppose :
 - Le maintien d'outils européens d'intervention sur les marchés.
 - Un financement accru des outils assurantiels.
 - Un soutien à une meilleure organisation économique des filières.
- ⇒ Le maintien de l'activité de production dans les territoires fragiles en particulier dans les zones herbagères et de montagnes.
- ⇒ Le choix d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

3- Ce nouvel élan passe par la poursuite de la modernisation de notre agriculture

« La France est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles, et le premier exportateur mondial pour les produits agricoles transformés. Il nous faut donc conforter nos exploitations et encourager ceux qui choisissent le métier d'agriculteur ».

Le Président de la République a demandé à Bruno Le Maire de déposer devant les assemblées avant la fin de l'année un projet de loi de modernisation de l'agriculture. Celui-ci prévoira notamment :

- ⇒ L'encadrement de la relation contractuelle entre producteurs et transformateurs : cette contractualisation, applicable dès 2010 dans le secteur laitier, devra être déclinée dans chaque filière par des accords interprofessionnels ou par décrets.
- ⇒ Le renforcement de l'organisation économique des filières notamment par un regroupement des organisations de producteurs.
- ⇒ Le renforcement de l'observatoire des prix et des marges pour accroître la transparence des prix et marges.
- ⇒ L'amélioration de la compétitivité du coût du travail :
 - Exonération totale des charges patronales dues à la Mutualité Sociale Agricole pour les travailleurs saisonniers. Cela représente un coût de 170 millions d'euros pour l'Etat.
 - Analyse de l'organisation de la main d'œuvre salariée étrangère chez nos partenaires européens pour trouver des mesures visant à accroître la compétitivité de nos exploitations agricoles.
- ⇒ L'adaptation du dispositif de la Déduction Pour Aléas (DPA) pour participer à la gestion des aléas économiques.
- ⇒ La simplification et la mise en cohérence des règles existantes en matière environnementales et sanitaires au niveau national et européen pour alléger les contraintes administratives. Le Président de la République a demandé à Bruno Le Maire d'engager ce double travail dans le respect du Grenelle de l'Environnement.
- ⇒ Le renforcement du rôle des interprofessions.
- ⇒ L'amélioration de la protection de nos territoires.

Enfin, le **grand emprunt** devra être l'occasion d'amplifier notre effort de recherche dans les nouveaux débouchés de l'agriculture.

Ce plan annoncé par le Président de la République va permettre de soutenir un **secteur stratégique** pour notre économie : *« notre pays, comme tous les autres pays doit affronter la crise. Croyez bien que comme toutes les autres catégories de population qui forment notre société, le sort des agriculteurs dans la crise est chaque jour au premier rang de mes préoccupations. L'avenir de notre politique agricole, cependant, dépasse la crise ».*